



© R. QUORINI/RKI IMAGES PRESSE

PIB, la fin du diktat ?

Tel était le thème de la conférence organisée par Acteurs de l'économie et l'IAE de Lyon, le 3 décembre. Le plateau, constitué de la philosophe et sociologue Dominique Méda, de l'économiste Catherine Mercier-Suissa, et du président du CESR Bruno Lacroix, a généré un échange d'idées contrasté, revigorant, qui a convergé sur un constat : la société a besoin de sens.

Les participants à la conférence ont certes évoqué le PIB. Et puis, au fil des débats, leurs échanges les ont amenés à parler également bonheur, bien-être, santé sociale, ressources naturelles, temps de travail, travail domestique... « *Ce sujet révolutionnaire, formidablement avant-gardiste, formidablement utopiste, formidablement complexe, a de passionnant qu'il investit bien plus loin que le seul examen macro économique et macro financier, et oblige chacun à interroger sa conscience et à se positionner sur une multitude de sujets périphériques (consommation, démocratie, sens du progrès, utilité de la collectivité, sanctuarisation de l'éducation...)* », avait indiqué Denis Lafay, directeur de la rédaction d'Acteurs de l'économie, en introduction. Directeur de l'antenne lyonnaise de RCF, Philippe Lansac, qui animait le débat, en avait dès le départ posé les bases : « *Mesure de la production marchande, le PIB est également souvent utilisé comme mesure du bien-être économique. Or le rapport Stiglitz indique que c'est une erreur. Est-ce un préambule à la fin du diktat du PIB ?* ». « *Le PIB n'a pas plus tôt été inventé qu'il a été critiqué* », a rappelé Dominique Méda. La sociologue a d'abord longuement détaillé de manière pédagogique les différents facteurs philosophiques et historiques ayant conduit à l'assimilation du PIB au progrès et à cette focalisation sur la production. Pour le versant positif, la production était envi-

sagée par Adam Smith comme un moyen de créer du lien social en générant de l'opulence; pour Malthus, exposer l'accroissement de sa production revenait à exhiber sa puissance dans le cas des nations; enfin Hegel assignait à l'homme la tâche d'anéantir le naturel, faisant de la production et de la consommation un acte humain essentiel et civilisateur. Mais les facteurs négatifs sont aussi nombreux aux yeux de Dominique Méda. Celle-ci a montré que le PIB constituait une solution à la difficulté de s'accorder sur ce qui faisait la richesse d'une société. « *Les autres indicateurs existants n'ont pas la puissance du PIB, qui permet des comparaisons internationales* », a renchéri Catherine Mercier-Suissa, économiste à l'IAE de Lyon. Dominique Méda détaille alors les limites du PIB : « *Cet indicateur ne valorise pas des activités très importantes pour l'inscription de la société dans la durée comme le temps passé avec les enfants, le bénévolat, les loisirs, le travail domestique – souvent assumé par les femmes... De plus, il n'est pas affecté par les inégalités de participation à la production*

« PEUT-ÊTRE LE PIB EST-IL ANACHRONIQUE, PEUT-ÊTRE NE CORRESPOND-IL PLUS AUX ATTENTES DE LA SOCIÉTÉ ». CATHERINE MERCIER-SUISSA

ou d'accès à la consommation. Enfin, il ne met pas en évidence les dégradations apportées au capital naturel et social à l'occasion de la production ». Dès lors, la philosophe appelle non à substituer purement et simplement le PIB, mais à « *s'en dépendre* » et à le compléter par d'autres indicateurs tout aussi forts qui

« NOS SOCIÉTÉS ONT PERDU DES DIMENSIONS CONSIDÉRABLES AU-DELÀ DU MATÉRIEL QUI LES SATURE ». BRUNO LACROIX

donneraient une meilleure idée de l'évolution de la société et des dangers qu'elle court. « *Le PIB doit-il servir d'alerte? Qu'attend-t-on de lui? Que veut-on lui faire dire? On a réalisé aujourd'hui que nos ressources sont limitées et que la croissance n'est pas une fin en soi. Nous sommes à un tournant. Peut-être le PIB est-il anachronique, peut-être ne correspond-il plus aux attentes de la société* », a suggéré alors Catherine Mercier-Suissa.

Délibération publique

Quels pourraient être ces « autres indicateurs », différents du PIB? Indice du développement humain (IDH), indice de santé sociale, « PIB vert » ou Indice de progrès véritable (IPV), empreinte écologique, indice de bien-être économique... Plusieurs ont été évoqués. « *Attention, certains pays n'ont pas les outils statistiques ni même les fonds pour mettre en œuvre ces indicateurs alternatifs au PIB. Plus ils sont compliqués, plus leur utilisation peut avoir des limites* », a mis en garde Catherine Mercier-Suissa, qui

donne l'exemple du Bhoutan. Selon elle, ce pays aurait souhaité mettre en place des indicateurs du bonheur pour contourner le PIB... et n'aurait jamais réuni les outils statistiques nécessaires, restant au stade de l'idée bien davantage qu'à celui de l'application concrète.

« Certes les indicateurs « alternatifs » au PIB sont nombreux. Chacun s'appuie sur telle ou telle dimension. Mais qui va choisir les dimensions qui nous importent? », s'interroge Dominique Méda, qui appelle à l'organisation de conférences citoyennes dans le cadre d'une « délibération publique de qualité » afin de réfléchir à « ce qui constitue une bonne société ». « On choisit un indicateur en fonction de ce qu'on veut mesurer », a complété Bruno Lacroix. Le président du CESR (Conseil économique et social régional) a reconnu au PIB le mérite d'uniformiser et d'objectiver un certain nombre de choses. Il a rappelé qu'il existait une corrélation réelle, qu'on ne pouvait pas ignorer, entre le PIB et le niveau sanitaire et éducatif d'un pays par exemple. Mais il a également fait remarquer que c'était un indicateur de valeur ajoutée, de création de richesse, et non de richesse elle-même. « Si on fait le paral-



« IL FAUT SE DEPRENDRE DU PIB ». DOMINIQUE MEDA

lèle avec l'entreprise, le PIB est une sorte de compte de résultats. Or il serait bien de lui adjoindre un compte de bilan, qui donnerait une deuxième dimension » a souligné le Pdg d'Aldès. Et celui-ci de s'interroger sur les changements profonds qui affectent la société et condui-

sent aujourd'hui à laisser de côté des aspects affectifs, éducatifs ou spirituels. « Nos sociétés ont perdu des dimensions considérables au-delà du matériel qui les sature », a-t-il affirmé, en décrivant une civilisation urbaine marquée par l'éclatement des ménages (non sans consé-

quences sur le plan économique), un nouvel appauvrissement d'une partie de la population, un éloignement géographique des générations entre lesquelles les liens se distendent, un abandon par les parents et les enseignants d'une partie de leur mission éducative... « Où se trouve aujourd'hui le bien-être? Et le bonheur? Certains, tels le bonze, ou l'ermite ascète qui ne consomme strictement rien, peuvent avoir trouvé le bonheur absolu totalement en dehors du PIB », a-t-il souligné. Une analyse qui a fait réagir Dominique Méda: « Je me retrouve dans un appel à la réduction de la place du travail pour que chacun ait accès à l'ensemble de la gamme des activités humaines: amicales, amoureuses, sociales, citoyennes... ». Et la sociologue de lancer une ultime interpellation: « Cette idée que la société doit mettre le plus de choses possibles sous la forme d'échanges pour en tirer un profit ne doit-elle pas être questionnée? Faut-il forcément affirmer que toute consommation est utile et donc que toute consommation doit être sanctifiée? D'ailleurs, toute consommation est-elle légitime? Chacun a-t-il le droit de consommer comme bon lui semble? ». Questions centrales. ●

© R. QUARINIER/IMAGES PRESSE